L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 30 SEPTEMBRE.

Conditions prescrites pour l'enregistrement.

ARTICLE 99 DE LA CONSTITUTION

Art. 99. Il est interdit aux personnes suivantes de voter ou d'occuper aucun emploi : toute personne qui aura été convaincue de trahison, de parjure, de faux, de corruption et d'autre crime punissable par l'emprisonnement au pénitencier et toute personne en état d'interdiction.

Toutes les personnes qui sont empêchées de réclamer le droit de suffrage parce qu'elles ont abjuré leur allégeance au gouvernement des Etats-Unis, ou parce qu'elles leur ont notoirement fait la guerre, ou qu'elles ont donné aide et aux ennemis, ou leur ont donné aide et encouragement, mais qui ne se sont pas exposées et qui n'ont été convaincues d'aucun des crimes mentionnés dans le premier paragraphe de cet article, sont par la présente restaurées dans le dit droit, *excepté celles qui suivent :*

Celles qui ont occupé un emploi civil ou militaire, pendant un an ou plus, sous l'organisation dite "Les Etats Confédérés d'Amérique", celles qui se sont enregistrées comme ennemis des Etats Unis ; celles qui ont agi comme chefs de bandes de guérillas pendant la dernière rébellion ; celles qui, pour la défense de la trahison, ont écrit ou publié des journaux ou prêché des sermons pendant la dernière rébellion ; et celles qui ont voté pour et signé l'ordonnance de sécession.

Aucune des personnes comprises dans ces exceptions ne votera ou n'occupera d'emploi jusqu'à ce qu'elle se soit affranchie elle même en écrivant et en signant volontairement un certificat déclarant qu'elle reconnaît que la dernière rébellion a été un tort moral et politique, et qu'elle regrette d'y avoir donné aide et encouragement, et elle devra déposer le certificat au bureau du secrétaire d'Etat, et ce certificat sera publié dans le journal officiel, pourvu qu'aucune personne qui, avant le 1er janvier 1868 aura été en faveur de l'exécution des lois des Etats-Unis vulgairement appelées actes de reconstruction du Congrès, et qui aura ouvertement et activement assisté les gens loyaux de l'Etat dans leurs efforts pour rétablir la Louisiane dans sa position dans l'Union, ne soit tenue comme comprise parmi celles qui sont ici exceptées. Les enregistreurs accepteront le serment de cette personne comme preuve *primâ facie* du fait qu'elle a droit aux avantages de ce *proviso.*

Pour les autres conditions voir la loi en tête de la troisième page.

L'enregistrement des votants.

Voici le texte de la loi votée récemment par la Législature et approuvée le 7 septembre par le gouverneur.

Acte pour créer un Bureau d'enregistrement pour veiller à l'enregistrement des électeurs qualifiés de l'Etat.

Sec. 1. Il est décrété &c.— Que le gouverneur, de l'avis et du consentement du Sénat, nommera immédiatement un Bureau, composé d'un chairman et de deux membres, qui constitueront le Bureau d'enregistrement, et dont la fonction sera de faire enregistrer tous les électeurs qualifiés de l'Etat, conformément aux dispositions de la Constitution, et le dit Bureau tiendra ses réunions et aura son siège à la Nlle-Orléans, et le terme de ses fonctions expirera le 15 décembre 1868.

Sect. 2. Que le dit Bureau est requis de nommer un certain nombre de préposés, nombre ne dépassant pas trois pour chaque paroisse, excepté pour la paroisse d'Orléans où le Bureau nommera un nombre d'enregistreurs ne dépassant pas trois dans chaque district municipal de la Nouvelle Orléans, et ne dépassant pas trois pour la rive droite. Les fonctions de ces enregistreurs commenceront le 10 septembre 1868, ou aussitôt qu'ils seront nommés, et expireront le 10 novembre 1868. Les enregistreurs recevront chacun 8 dollars par jour pendant le temps de leur service actif, et les préposés cinq dollars, ceux-ci seront en outre remboursés de leurs dépenses de voyage sur production de pièces et affidavits, les comptes devront être envoyés au Bureau d'enregistrement et approuvés avant d'être payés. Les préposés avant d'entrer en fonctions prêteront le serment constitutionnel et en transmettront une copie au Bureau.

Sec. 3. Les enregistreurs donneront bonne et solvable caution de $1,000, &c.

Sec. 4. Les préposés de chaque paroisse, excepté de celle d'Orléans, tiendront leur bureau à la maison de Cour, et pourront établir d'autres bureaux au nombre de trois au plus, si cela est nécessaire pour permettre aux électeurs de s'enregistrer avec aussi peu d'inconvénients que possible, et, dans tous les cas, publication des endroits ainsi choisis par les enregistreurs et les préposés sera faite pendant 30 jours dans le journal officiel. Dans la paroisse d'Orléans le bureau d'enregistrement établira des bureaux dans les districts à tels endroits qu'il jugera utile pour faciliter l'enregistrement des votants aussi vite que possible.

Sec. 5. Ledit Bureau d'enregistrement ou les préposés nommés pour chaque paroisse, requerront chaque personne, avant de l'enregistrer comme votant, de prêter et de signer un des affidavits suivants, selon le cas, et tout membre du Bureau d'enregistrement ou tout préposé sera autorisé à administrer lesdits serments :

"Je —— jure (ou affirme) solennellement que je suis âgé de 21 ans, que je suis né (ou que j'ai été naturalisé, selon le cas.) aux Etats-Unis et que je suis sujet à leur juridiction, et que j'ai été résident de l'Etat de la Louisiane depuis le —— jour de—— et résident de cette paroisse depuis le—— jour de—— et que je ne suis privé de la franchise pour aucune des causes énoncées dans le paragraphe 1er de l'art. 99 de la Constitution de cet Etat.

"Et je jure (ou affirme) en outre solennellement que je n'ai occupé aucun emploi civil ou militaire, pendant un an ou plus, sous l'organisation intitulée "Etats Confédérés d'Amérique", que je ne me suis jamais enregistré comme ennemi des Etats-Unis ; que je n'ai jamais agi comme chef de bandes de guérillas pendant la dernière rébellion ; que je n'ai jamais, pour appuyer ou défendre la trahison, écrit ou publié des articles ou prêché des sermons pendant la dernière rébellion, que je n'ai jamais voté ou signé l'ordonnance de sécession dans aucun Etat."

Pourra être dispensé du dernier paragraphe le postulant à l'enregistrement qui produira à l'enregistreur ou au préposé une attestation du secrétaire d'Etat, indiquant qu'il s'est relevé de l'incapacité contenue dans les clauses du dit article, en écrivant et en signant volontairement un certificat établissant qu'il reconnait que la dernière rébellion était un tort moral et politique, et qu'il regrette toute assistance et tout encouragement qu'il peut y avoir donné, et indiquant que le dit certificat a été enregistré dans le Bureau du secrétaire d'Etat et publié dans le journal officiel, ainsi que cela est requis par l'art. 99 de la Constitution et par l'acte de cette Assemblée générale qui prescrit les formes requises pour ce certificat, son enregistrement et sa publication, et si le postulant à l'enregistrement a perdu ou égaré la dite attestation du secrétaire d'Etat, il sera requis de souscrire, à la place l'affidavit suivant :

"Je —— jure (ou affirme) solennellement que j'ai volontairement écrit et signé un certificat exposant que je reconnais que la dernière rébellion était un tort moral et politique, et que je regrette toute assistance et tout encouragement que je puis y avoir donnée, et que j'ai fait enregistrer ledit certificat au bureau du secrétaire d'Etat, et qu'il a été publié dans le journal officiel, suivant les prescriptions de l'art 99 de la Constitution et selon les formes prescrites par cette assemblée générale, et que j'ai perdu ou égaré l'attestation du secrétaire d'Etat établissant les faits ci-dessus."

Le fait que le postulant prêtera serment et signera les affidavits requis par la partie qui précède de cette section, n'empêchera pas les enregistreurs et les préposés de recevoir d'autres témoignages ou preuves montrant que le postulant n'a pas droit à être enregistré, et ils auront le droit d'examiner sous serment, lequel serment sera administré par eux ou par toute autre autorité compétente, tous témoins pour prouver tout fait relatif au droit de quiconque à s'enregistrer, et ils décideront d'après les preuves si le postulant a droit à être enregistré. Cette décision sera sujette à appel devant le Bureau d'enregistrement, qui aura le pouvoir de statuer sur ces appels.

Que si un postulant prétend être relevé des incapacités contenues dans la seconde clause de l'affidavit susmentionné, en vertu du *proviso* de l'art. 99 de la Constitution il sera requis de prêter et souscrire l'affidavit qui suit :

"Je—jure (ou affirme) solennellement qu'avant le premier janvier 1868 j'ai favorisé l'exécution des lois des Etats Unis connues vulgairement sous le nom d'actes de reconstruction du Congrès et que j'ai ouvertement et activement aidé les gens loyaux de l'Etat dans leurs efforts pour restaurer la Louisiane dans sa position dans l'Union."

Toute personne qui fera un faux serment à l'appui d'un des affidavits ci-dessus ou d'une de leurs clauses, sera considérée comme coupable de parjure et sur conviction sera punie suivant les prescriptions de la loi.

Sec. 6. Il sera du devoir des préposés d'enregistrer dans un bon et solide registre, préparé dans ce but, les noms de tous les votants dûment qualifiés résidant dans leurs districts respectifs ; les détails suivants seront mentionnés, dans l'ordre suivant : date de l'enregistrement, numéro, nom, résidence, ward ou précinct, temps de résidence dans la paroisse et l'Etat, si le postulant est natif ou naturalisé, avec la signature ou la marque du votant, et dans le cas où le votant fera sa marque, l'enregistreur l'attestera, et le Bureau d'enregistrement fera faire un duplicata du dit enregistrement, lequel duplicata sera déposé, complété, avant l'expiration du terme de ses fonctions au bureau du greffier de la Cour dans chaque paroisse, celle d'Orléans excepté, et le registre original sera déposé aussitôt que l'enregistrement sera complet au bureau du secrétaire d'Etat.

Sect. 7. Tout citoyen naturalisé sera requis de produire un certificat de sa naturalisation émanant de la Cour où il a été naturalisé et dans le cas où il aura été naturalisé dans une Cour de cet Etat et où il aurait perdu son certificat, le greffier de la dite Cour devra fournir au dit citoyen, gratis, dans le délai d'une semaine, une copie certifiée de sa naturalisation, et le greffier de toute Cour qui refuserait de le faire serait passible d'une amende de $25 à $100 recouvrable devant toute Cour compétente.

Sect. 8. Si le postulant est né hors des limites des Etats Unis et est devenu ensuite citoyen autrement que par naturalisation dans les Cours, alors il fera un affidavit et exposera les circonstances par lesquelles il est devenu citoyen, comme la naturalisation de son père, ou sa résidence dans tout Etat ou Territoire qui a été acquis ou cédé aux Etats-Unis, ou de toute autre manière qui ait pu, suivant les lois des Etats Unis, lui donner le droit de citoyenneté, pourvu que les affidavits autorisés par cet acte puissent être faits sans serment devant les préposés, mais qu'en aucun cas ni en aucune circonstance, ceux-ci ne puissent prélever aucun droit ni demander aucun honoraire, sous peine de destitution.

Sect. 9. Les préposés remettront à chaque citoyen, au moment de son enregistrement, un certificat contenant exactement les mentions faites sur le registre original quant aux numéros, noms, résidence, etc., et la présentation de ce certificat aux commissaires d'élection servira de preuve complète des faits y contenus, et du droit de l'électeur de voter à la date de la délivrance de ce certificat.

Sec. 10. Les préposés devront remettre à tout votant enregistré un duplicata de son certificat sur son affidavit que l'original a été perdu ou détruit, le dit affidavit devant être écrit au dos du dit duplicata.

Sec. 11. Les préposés tiendront un index alphabétique des noms des votants enregistrés, avec le numéro de leur certificat, et un index des noms de tous ceux qu'ils auront refusé d'enregistrer avec référence au folio ou au numéro.

Sec. 12. Le 15 décembre ou avant le dit Bureau d'enregistrement préparera et soumettra un rapport complet du coût et des dépenses du dit enregistrement, du nombre des votants enregistrés dans chaque paroisse, et tous les renseignements qu'ils jugeront convenables, à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale.

Sect. 13. Le dit Bureau d'enregistrement, à l'expiration du terme de ses fonctions, déposera au bureau du Secrétaire d'Etat tous les registres et papiers relatifs à l'enregistrement.

Sec. 14. Les dépenses autorisées pour l'exécution de cet acte seront payées par le Trésor de l'Etat, sur pièces probantes, dûment certifiées et approuvées par le Bureau d'enregistrement.

Sec. 15. L'enregistrement des votants de cet Etat cessera neuf jours avant le premier mardi après le premier lundi de novembre 1868, et les préposés à l'enregistrement dans chaque paroisse de cet Etat devront faire et fournir des listes certifiées des votants enregistrés dans chaque precinct ou bureau d'élection de chaque paroisse aux commissaires d'élection de chaque precinct ou bureau d'élection, pour l'usage de ceux ci dans l'élection ou les élections qui auront lieu en novembre 1868, s'il en est ordonné, et dans toute élection subséquente jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, et faute par les préposés de fournir lesdites listes des votants enregistrés, ils seront passibles d'une amende de $100 au moins et de $500 au plus, recouvrable au nom et au profit de la paroisse où le délit aura eu lieu ; et l'avocat de district *pro tempore* de ladite paroisse devra intenter les poursuites contre les délinquants, dès que les faits seront portés à sa connaissance par un des membres du jury de police ou un des commissaires d'élection qui n'ont pas reçu les listes susdites, ou dès qu'il connaîtra lui même les faits ou aura raison de croire qu'ils sont vrais.

Sec. 16. Les préposés à l'enregistrement dans chaque paroisse de l'Etat diviseront la paroisse en autant de precincts qu'ils le jugeront convenable, sans dépasser le nombre fixé par la loi, et indiqueront combien il y aura de bureaux d'élection dans chaque precinct, et à quels endroits, et ils nommeront des commissaires pour chaque bureau d'élection.

Sec. 17. Le gouverneur de l'Etat nommera avant toute élection générale, dans chaque paroisse de l'Etat un préposé à l'enregistrement, auquel le greffier de la Cour remettra les registres qui lui auront été remis par les derniers préposés à l'enregistrement, et ce préposé recevra ces registres et en effacera les noms des votants qui sont morts ou qui ont quitté la paroisse, ou qui sont devenus inéligibles pour une cause légale et il y ajoutera les noms de tous ceux qui sont venus résider dans la paroisse depuis le dernier enregistrement, ou qui n'étaient pas alors enregistrés, et de ceux qui ont depuis atteint leur majorité, et il s'occupera en général de compléter l'enregistrement de la paroisse, et il clôra ledit enregistrement neuf jours avant la dite élection générale et fournira aux commissaires d'élection de chaque bureau d'élection des listes de votants enregistrés de leur précinct, et dans lesdits jours qui suivront la dite élection générale lesdits enregistreurs rendront aux greffiers de ces cours les registres avec toutes les additions et modifications qui y auront été faites.

Sec 18. Les préposés à l'élection dans chaque paroisse de cet Etat (la paroisse d'Orléans excepté) devront nommer une ou plusieurs personnes convenables pour assister à chaque bureau d'élection, et qui auront pour fonction de porter la boîte destinée à recevoir les votes au bureau d'élection, de la remettre aux commissaires d'élection, et d'assister lesdits commissaires pendant la durée de l'élection, d'obéir à tous les ordres légaux desdits commissaires, en maintenant l'ordre dans les bureaux ou auprès, en supprimant les émeutes ou les désordres de tout genre, et en faisant les arrestations qui pourront être ordonnées par ces commissaires. Quiconque résistera ou fera opposition à ces personnes dans l'exercice de leurs fonctions, sera sur conviction puni comme il est prescrit pour résistance à un officier.

Sec. 19. Les actes et parties d'actes adoptés précédemment sur l'enregistrement des votants sont rappelés par le présent.

Sec. 20. Cet acte prendra effet du jour de son adoption.

Signé : CHAS W. LOWELL,
Président de la Chambre des Représentants.
OSCAR J. DUNN,
Lieutenant-gouverneur et président du Sénat.
Approuvé le 7 septembre 1868.
H. C. WARMOTH,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

HUITIEME ETAT ANNUEL DE LA

Compagnie d'Assurance Mutuelle DU STAR,

RUE CARONDELET No 14.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 31 juillet 1868 .... $ 40,673 38

Savoir:
Sur les risques d'incendie .... $ 30,856 62
Sur les risques de mer 5,836 41
Sur les risques de rivière ...... 3,979 25 — $ 40,673 38

Moins:
Pertes sur les risques d'incendie .... $ 4,561 71
Pertes sur les risques de mer 5,659 43
Pertes sur les risques de rivière .... 1,079 35 — $ 11,690 49
— $ 29,182 79

Frais de bureau, taxes, licences, etc., déduction faite du montant au crédit du compte contingent .... $ 13,236 46
Réassurance 2,356 43
Primes remboursées .... 360 11 — $ 15,953 00
— $ 13,240 79

15 p. 0/0 alloué aux assurés 5,065 59
— $ 8,155 20

Réserve pour risques non expirés 6,392 00
— $ 1,763 20

En caisse .... $ 3,389 49
Effets à recevoir .... 302 [illegible]
Scrips d'autres Compagnies d'assurances 3,290 00
Primes en voie de perception 4,977 94
Balance due sur des billets de souscription, considérés bons 75,500 00
— $ 87,139 [illegible]

Valeurs douteuses portées sur compte suspendu .... $ 26,802 82

Extrait correct des livres de la Compagnie.
LLOYD R. COLEMAN, président,
CHS. ENGSTFELD, secrétaire.
Assermentés et signé devant moi, ce 25 août 1868.
JOHN P. MONTAMAT,
3me Juge de Paix.

La Compagnie d'assurance Mutuelle du Star, en mettant sous les yeux du public l'état qui précède, a l'honneur d'annoncer en même temps à ses amis que des Listes de Billets de Souscription supplémentaire circulent en ce moment et se signent rapidement ; elle espère que cette souscription portera son capital au chiffre d'environ $300,000 et lui permettra d'agrandir le cercle de ses opérations.

La nouvelle direction désire ardemment rendre la Compagnie utile et prospère ; elle espère que les efforts qu'elle fait dans l'intérêt d'une des plus anciennes institutions de la Nouvelle-Orléans auront l'approbation cordiale et le secours généreux de notre population.

A l'élection qui a eu lieu le 20 juillet 1868, les messieurs dont les noms suivent ont été élus Directeurs pour l'année.

DIRECTEURS :
W. C. C. CLAIBORNE, ARTHUR FORSTALL
ADOLPHE SCHREIBER, B. LAPLACE,
FORRESTER DOLHONDE, J. A. BRASELMAN,
CHS. G. JOHNSON, ROBERT L. MOORE,
J. P. TODD, B. GERSON,
R. L. BRUCE, EDWARD COCHRAN

A une réunion des nouveaux Directeurs, le 17 août 1868, M. LLOYD R. COLEMAN a été réélu président et M. Chs. Engstfeld a été réélu secrétaire.
CHS. ENGSTFELD, secrétaire.
26 août—1mo

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant :
Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868 .... $200,575 46
Primes d'incendie $158,686 00
Primes de mer 27,436 31
Primes de rivières .... 14,753 15 — 200,575 46
Moins primes remboursées 4,557 87
Montant en réserve pour risques non expirés .... 30,699 42 — 35,169 29
Montant net des primes 205,707 17
Pertes payées :
Pertes par l'incendie 36,866 15
Pertes sur mer 35,612 46
Pertes sur rivières .... 4,737 96 — 76,056 59
Ré-assurances 11,964 84
Dépenses, intérêt 28,962 67
Taxe et souscriptions 10,298 67
15 et 15 0/0 d'escompte 36,460 45
Réservé pour pertes non réglées .... 10,600 00 — 175,601 38
Bénéfice net 30,035 85

L'actif de la Compagnie est comme suit :
Billets pour actions 210,000 00
Effets .... 3,000 [illegible]
" par comptes individuels 39,886 77
Prêts sur garanties, sur demande 64,375 65
Prêts sur hypothèque 21,050 00
Garanties de la ville 5,400 00
Garanties des Etats-Unis 13,187 41
En caisse .... 44,161 00 — 399,066 37

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.
(Signé :) D. MICHEL, Président.
R. MAIER, Secrétaire.
Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.
(Signé :) PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.
D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président
R. MAIER, Secrétaire.

— DIRECTEURS —
J. H. Heimer, C. V. Forster,
F. A. Luling, H. Zuberbier,
Thos. Schorr, O. H. Kerstendiek,
Geo. Merz, Louis Schwarz,
Chas. Bendix, G. L. L. Mayer,
L. F. Berje, H. Blesse,
D. Michel, F. Del Bondio,
August Kamig, J. A. Blaffer,
Chas. Loeffler, X. Weissenbach,
Julius Hoerner, A. Marks,
F. Frek, J. J. Wechsling,
F. M. [illegible], J. P. Kranta.

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :
Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1869 :
Primes d'incendie $52,125 44
Primes de rivières 79,028 20
Primes de mer .... 29,808 09 — $161,062 73
Pertes payées :
Pertes par incendie $13,659 30
Pertes sur les rivières 34,344 85
Pertes sur mer 34,273 70
— $122,277 62
Escomptes sur primes 20,980 97
Taxes 4,799 61
Réassurances 5,992 29
Primes remboursées 419 00
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins .... 29,820 [illegible] — $197,190 31
— $ 35,526 [illegible]
Actif en caisse $72,904 11
Effets à recevoir 1,063 33
Meubles 3,973 00
Primes dues 24,006
Billets pour actions 554,225 00
— $592,972 44

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
S. B. BUCKNER, président.
[illegible] SWEET, secrétaire.
Assermenté et signé, pardevant moi, ce 21 avril 1868.
PARIS CHILDRESS,
Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun Nlle-Orléans, 22 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir :
Sur les risques d'incendie $165,677 82
Sur les risques de mer 65,920 94
Sur les risques de rivières .... 86,000 84 — $317,604 71
Plus, les risques non expirés pour 1866 .... 65,865 00 — $384,660 71
En moins, les risques non expirés pour 1867 .... $ 60,418 00
Primes remboursées pour 1867 .... 2,596 94 — $ 63,014 94
Montant net des primes le 31 déc. 1867 .... $321,375 67
Pertes payées dans la même période :
Sur les risques d'incendie $32,051 12
Sur les risques de mer 39,641 76
Sur les risques de rivières .... 96,022 94 — $168,715 82
Plus, réassurance .... $ 2, [illegible]
Escompte de primes .... 65,65 67 — 20,874 62
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins 71,610 31
Réserve pour paiement d'intérêt sur scrips dûs en 1866 y compris les balances .... 35,215 19 — $294,513 [illegible]
Bénéfice net .... $ 27,161 82

L'actif de la Compagnie est comme suit :
Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $80 c $167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c 86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c 71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c 17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c 2,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c 3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c 4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc 103,455 00
Prêts sur garantie 26,100 00
Prêts sur hypothèque 23,600 00
Effets à recevoir 11,306 35
Primes dues et en voie de perception 67,183 65
Scrips d'autres Compagnies d'assurances 12,680 00
Monnaie n'ayant pas cours 4,000 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés 13,500 00
En caisse .... 94,974 41 — $767,760 51

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée de livres de la Compagnie.
THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé par devant moi, ce 23 janvier 1868,
PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.
THOMAS SLOO, Président,
JOHN G. GAINES, Vice-Président,
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS :
Jno. G. Gaines, E. J. Hart
Henry Renshaw, Jno. C. Richs,
H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer,
S. Biscoe, J. B. Brau,
J. G. Barelli, Thos. Sloo,
Theo A James. 28 janv—1a

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867 :
Sur les risques d'incendie ... $319,216 16
Sur les risques de mer 69,409 44
Sur les risques des rivières 22,793 31
Total des primes $411,386 41
En moins : Primes non expirées le 31 décembre 1867 $115,882 00
Primes remboursées .... 4,155 41 — 119,977 41
Montant net des primes $291,389 00
Pertes : Sur les risques d'incendie $89,790 62
Sur les risques de mer 61,683 15
Sur les risques des rivières .... 19,089 44 — $169,486 92
Taxes 11,305 86
Ré-assurance 3,374 31
Dépenses, moins le compt. d'intérêt 10,186 60
Intérêts sur scrips 39,164 00
— $184,070 94
Bénéfices $97,449 16
L'actif de la Compagnie est comme suit :
Effets à recevoir pour primes $6,784 81
Billets garantis et billets hypothécaires 219,397 00
Dû pour primes en voie de perception 69,329 1
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de Carrollton, Bons de la ville 196,348 44
Scrips des différentes Compagnies d'Assurance 26,128 00
En caisse .... 93,777 88 — 651,632 94
Moins : Dépréciation des susdits 92,660 30
Montant net .... $566, [illegible]
Moins : Intérêts de scrips non réclamés 7,030 75
Intérêts payables sur scrips non encore payés .... 39,889 00 — 34,897 75
— $566,584 49

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé par devant moi ce 11 janvier 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent d'intérêt sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—
George Urquhart, Chs. Lafitte,
A. Rochereau, J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock, A. Schriber,
T. S. Blanchard, John Gauche,
Wm. Stevens, W. T. Williams,
J. A. White, J. Tuyes.
Bureau, rue du Canal, No 111.

Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

ONZIEME ETAT ANNUEL
Des affaires de la Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1868.
Primes sur risques d'incendie $110,128 22
" de navires 27,814 14
" de mer 52,941 55
Risques non expirés le 30 avril 1867 .... 35,941 31
— $226,776 [illegible]
En moins, primes remboursées 4,730 19
Montant des primes .... 221,996 [illegible]
Pertes payées dans l'année—
Pertes par l'incendie ... $18,044 10
" sur les rivières 26,893 42
" sur mer .... 32,880 [illegible]
Total des pertes 77,738 11
Réassurance 9,736 90
Dépenses et intérêt de scrip ; en moins, escomptes et intérêt 19,956 00
Taxes et revenu int 9,771 06
Vingt cinq et quinze pr cent remboursé .... 25,986 [illegible]
En réserve pour risques non expirés 37,506 33
— $171,566 [illegible]
Bénéfice net 50,930 00

L'actif de la Compagnie est :
Prêts garantis 77,725 00
" " par hypothèque 19,160 00
Effets à recevoir pour primes 7,398 45
Actions, bons et autres garanties 146,306 32
Propriétés foncières 14,600 00
Comptes individuels pour primes 40,356 91
En caisse 63,558 66
Scrips d'autres Compagnies 2,065
— 372,297 [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie :
A. CHIAPELLA, Président.
J. M. CRAWFORD, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce troisième our de de mai 1867.
S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré un dividende de vingt piastres par action, lequel sera porté au crédit des actions non encore payées. Des certificats d'actions payés en plein seront délivrés aux actionnaires à partir du 1er juillet 1868.

Les Directeurs ont en outre résolu de racheter vingt cinq pour cent du scrip (non encore payé) de la Compagnie, à partir du 1er juin 1868.

Il sera payé aux porteurs, à partir du 1er juin 1868, six pour cent d'intérêt sur le scrip non encore payé de la Compagnie.

— DIRECTEURS —
A E Bader, A Chiapella, L F Generes,
L Mosler, W B Schmidt, R W Adams,
C Cohn, B Saloy, J J Fernandez,
A Con. la, J A Seignouret, P L Millaudon,
J Goldstein, V Burthe, C Blanchin.
14 mai—1 m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

DIX-NEUVIEME ETAT ANNUEL DES AFFAIRES DE la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

Nouvelle-Orléans, 20 mai 1868.

LES DIRECTEURS, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1868—
Primes d'incendie, dans l'année $250,122 32
Primes de mer " " 84,082 60
Primes de rivières " " .... 177,564 66 — $397,770 [illegible]
Total net des primes .... $447,686 [illegible]
Portes par l'incendie, payées et évaluées .... $ 99,300 00
Portes de mer 87,974 06
" rivières 85,572 47
Taxes payées 26,019 54
Payé—réassurance et compte au lieu de scrip 65,108 00
Payé — intérêts, primes remboursées, frais généraux, escomptes, etc .... 97,049 00 — $450,012 [illegible]
Bénéfice net $51,596 1

L'actif de la Compagnie est comme suit :
Effets à recevoir .... $ 37,404 33
Prêt sur bons et hypothèques .... 69,943 [illegible] — 106,337 00
En caisse $104,377 24
Prêts garantis par actions sur demande .... 62,400 00 — $167,277 24
Prêts garantis par actions à terme $11,500 00
Propriétés foncières 76,000 00
Scrip d'autres compagnies et compte de scrip .... 44,002 00 — $131,372 [illegible]
Bons consolidés de la ville .... $ 30,000 00
Bons de la ville 25,300 00
Actions de Banques et autres .... 135,257 17 — $328,557 17
Coupons pour bons de la ville, dûs $4,000 00
Dû pour prime et en voie de perception 41,600
— $779,214 6

La Compagnie possède également :
Billets suspendus, actions et bons $488,386
Compte de scrips forfaits 7,000
Intérêts non réclamés $7,890 35

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
THOS. A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

Paroisse d'Orléans,
Ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce 25 mai 1868,
PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent, à partir du deuxième lundi de juillet prochain, aux porteurs des certificats de scrip non encore payés. Les Directeurs ont en outre déclaré un dividende-scrip de trente-trois et un tiers pour cent sur le montant net des primes ayant droit de participer au bénéfice net de l'année expirant le 30 avril 1868. Il sera émis des certificats pour le dividende-scrip, à partir du premier lundi d'août prochain, sans taxe du gouvernement.
THOS. A. ADAMS, Président,
SAMUEL KENNEDY, Vice-Présid,
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

DIRECTEURS —
John Watts, C. T. Buddecke,
Samuel S. Newman, P. H. Foley,
Wm. Edwards, A. G. Ober,
P. Simms, A. Thompson,
Jno Phelps.

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :
Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1868, y compris les primes non expirées de l'année précédente—
Sur les risques d'incendie $819,604 63
Sur les risques de mer 269,734 17
Sur risques de rivières 61,843 62
Total $1,151,882 22
En moins—Primes sur risques non expirés le 31 mai 1868 .... $238,947 00
Primes remboursées .... 20,471 67 — $259,318 67
Montant net des primes le 31 mai 1868 .... $891,644 15
Portes payées :
Sur les risques d'incendie $371,236 87
Sur les risques de mer 179,949 30
Sur les risques de rivières 44,389 55
— $601,066 91
Taxes 29,812 61
Réassurances, Dépenses, Profits et Pertes, moins intérêt .... $105,302 04 — $624,314 55
Bénéfice net $277,330 00

L'actif de la Compagnie est comme suit :
Propriétés foncières $160,817 67
Billets garantis par hypothèques 678,907 35
Billets garantis par nantissements 86,147 32
En caisse 129,675 34
Actions de banques et de chemin de fer 164,250 00
Primes en voie de perception 98,768 6
Bons de la ville 35,000 00
Effets à recevoir 137,154 79
Scrips de Compagnies d'Assurance 49,805 00
Actions "Dry Dock Vallette" 15,000 00
Actions de la Presse "Levee Steam" 5,600 00
Actions "Marine Dry Dock" 3,700 00
Actions "Merchants' Exchange" 1,000 00
Actions "Lightering & Wrecking Co" 1,000 00
Actions "La Equitable Life Ins. Co" 200 00
Bons de l'Etat 1,500 00
Total $1,666,414 16
En moins : Intérêts non réclamés et intérêts à payer en juillet prochain $101,365 15
35 0/0 du scrip de 1859 payable en juillet 70,675 75
Primes sur risques non terminés le 31 mai 1868 .... 238,947 00 — $410,769 [illegible]
Actif net .... $1,687,645 [illegible]

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.
JOHN PEMBERTON, Président.
PAUL FOURCHY, Secrétaire

ETAT DE LA LOUISIANE
Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans
Assermenté et signé pardevant moi ce 9 juin 1868
PAUL W. COLLENS,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

A une assemblée des Directeurs tenue le 9 juin 1868, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip de TRENTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scripts seront délivrés le premier août prochain. Il a été aussi résolu de PAYER, le second lundi de juillet prochain, Trente cinq pour cent sur le Capital du Scrip de 1859, et six pour cent d'intérêt sur tous les scrips dûs par la Compagnie.

— Directeurs —
John Pemberton, P Maspero, Pierre Poutz
M Puig, David McCoard, S E Rolf,
Chas. Sagery, J J Fernandez, L F Generes
P S Wiltz, J Morgan Hall

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :
Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868 .... $546,888 62
Savoir :
Primes d'incendie $288,272 87
Primes de mer 129,136 79
Primes de rivières .... 129,607 15 — $546,888 62
En moins :
Primes remboursées .... $ 4,869 75
Primes non expirées .... 40,145 00 — $ 45,014 75
Montant net des primes $502,012 87
Pertes payées :
Pertes par l'incendie .... $ 62,897 26
Pertes sur mer 164,673 79
Pertes sur les rivières 94,890 00
— $342,468 14
Escompte au lieu de scrip 54,368 00
Taxes et Revenu intérieur 24,741 38
Dépenses, loyer, etc, compte d'escompte 28,316 09
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868 .... 37,777 00 — $491,310 79
Réservé pour pertes non réglées .... $ 11,277 00

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après amples déductions, être équivalent à un capital comptant de $820,000, savoir :
Placé en propriétés foncières $66,839 12
Hypothèques sur propriétés foncières 79,019 00
Placé en bons de la ville et autres bons 93,320 00
Placé en actions de banques et autres actions 182,000 00
Placé en scrip de Compagnie d'assurance 16,200 00
Prêts garantis 55,000 00
Effets à recevoir 49,000 00
Primes en voie de perception 27,382 71
En caisse 111,513 00
— $757 862 11

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signés pardevant moi, ce 28 mars 1868
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —
Charles Briggs, A. R. Montgomery,
Ant. Carriere, A. Lacourt,
Geo. A. Fosdick, Frank Williams,
R. Brugier, Thomas Byrne,
Chas. Lafitte, John Thornhill,
John S. Mannsell, W. A. Violett,
P. Anderson, Hugh McDonald,
Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs, John S. Wallis,
George W. Dunbar, George Foster,
S. F. Stockmeyer, Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson, L. S. Fosdick,
Arch'd Montgomery, John Minor, Jr,
Henry J. Voss, R. Piaggio,
R. Marquese, James Gallier,
Chas. Welchans, Rodolph Sieg
S. Given.

HYPOLITE BELOT vs VICTOR GERODIAS.

QUATRIEME Cour de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 21,845—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'honorable Quatrième Cour de District pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à vendre le SAMEDI, 31 d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit :

1o Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, faisant partie du terrain désigné par le numéro douze, dans l'îlet numéro dix neuf, borné par les rues du Maine, Ste Anne, Johnson et Galvez et mesurant, le dit terrain, d'après un croquis annexé à un acte en rapport de A. Mazureau, notaire public en cette ville, en date du 12 février 1851, portant vente par Felix M. Jacobs au défendeur, trente sept pieds trois pouces de face à la rue du Maine, environ cent dix pieds sur la ligne limitrophe de la propriété de F. M. Jacobs, environ cent dix sept pieds sur la ligne limitrophe de la propriété de Gurlie ou ayant cause, cette dernière ligne formant de manière à former une pointe dans le fond.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

2o Le même terrain ci-dessus décrit, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Felix M. Jacobs, suivant acte en rapport de A. Mazureau, notaire public en cette ville, en date du 12 février 1851.

3o Un terrain situé dans l'îlet susdit et mesurant trente pieds de face à la rue du Maine, sur cent-vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Ensemble avec ses dépendances et appartenances.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Jacques Alphonse Dieudonné, suivant acte en rapport de A. Doriocourt, notaire public en cette ville, en date du 14 mai 1851.

Saisies dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
THOS L MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
9 sept—18 27—8 10 oct

LA BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE vs JACOB HANKIN & CLAIRE DROGE.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans No 21871 En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, vingt quatre d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Un terrain situé au faubourg Delord, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Front, Suzette et de la Nouvelle-Levée et l'allée de Wilkers, désigné par le numéro Quatre sur un plan dressé par J. Pilié, ci-devant voyer, le 5 août 1845, et annexé à un acte en date du 13 d'octobre de la même année en rapport de C. Boudousquié, alors notaire public en cette ville.

Ledit terrain forme l'angle de la rue Front et de l'Allée Wilkers et mesure vingt et un pieds trois pouces et quatre lignes de face à ladite rue Front, sur cent quatre-vingt de quatre-vingts pieds entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et avec tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Ensemble avec cent vingt et une (121) actions du fonds capital de la dite banque, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Cette propriété appartient au défendeur pour s'en être rendu adjudicataire à une vente publique faite par le shérif de la Paroisse d'Orléans, le 7 de juillet 1855, dans l'affaire de la Banque des Citoyens de la Louisiane vs. Joseph B. Wilkinson Jr., No 10,770 des dossiers de la Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur fournira un stock note de la somme de deux mille quatre cent soixante dix piastres ($2,470) échéant le 1er de janvier 1869, lien et renouvelable, conformément aux termes de la charte de la dite Banque et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication. L'acquéreur assumera toutes les obligations et responsabilités imposées aux actionnaires par la charte de la dite Banque, et le stock note ainsi fourni devra être identifié avec l'acte de vente par la Banque des Citoyens de la Louisiane à C C. Williams, au rapport de C. Boudousquié, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 26 de septembre 1847 et aussi avec l'acte de vente par le shérif dans la présente affaire.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
22 sept—oct 1,8,15,24

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 9th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit: No 21,474—Mrs. M. E. McArthur vs. C. F. Duplessis, her husband.—On motion of F. Maddison, of counsel for plaintiff, and on introducing the proof in her favor and by reason of the law being in favor of her demand, it is ordered and adjudged that the judgment by default herein entered on the 19th of June, 1868, be now confirmed and made final; and against the defendant, the said Charles Fergus Duplessis, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains hitherto existing between them be dissolved, and that plaintiff have the sole control and management of her paraphernal property. It is further ordered and adjudged that plaintiff do have and recover from the defendant the sum of twelve thousand dollars, the amount of his separate paraphernal property received by him, with legal interest thereon from judicial demand till paid and costs of suit, and with the lien and privilege granted by law to married women on the property of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment signed June 23th, 1868
(Signed) PAUL E THEARD,
Judge of the Sixth District Court of New Orleans, acting for Judge Duplantier, who is sick.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on the first day of July, in the year of our Lord One Thousand Eight Hundred and Sixty-Eight, and the Ninety-Second year of the Independence of the United States.
[L. S.] WM. WOELPER, Clerk
my2 1m3w4

New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad.

U. S. MAIL ROUTE BETWEEN NEW ORLEANS WESTERN LOUISIANA AND TEXAS.

The Railroad FERRY BOAT will leave the foot of Jackson street, opposite the Jackson Square, DAILY, at 7½ a. m., connecting with the PASSENGER TRAIN leaving Algiers at 8 a. m.

Shippers and consignees of freight, by giving notice to the New Orleans Transfer Company, corner Camp and Common streets, can have their goods received or delivered in any part of the city at reduced rates of drayage.

Freight for stations on the road, for landings on the Teche, and for Opelousas, deliverable at New Iberia or St. Martinsville, received daily, (Sundays excepted) from 7 A. M. to 5 P. M. at the foot of St. Ann street.

Freight for all points on Bayou Lafourche, between Labadieville and Lockport, for Bœuf Canal, and for Houma, will be received and transported through via Raceland, Lafourche and Terrebonne stations, on through steamboat routes.

All outward freight payable at the time of shipment and all inward freight on delivery.
G. W. R. BAYLEY, Superintendent.

New Orleans, Jackson and Great Northern Railroad.

A PASSENGER TRAIN leaves daily at 5:30 p. m. making connections with trains for Vicksburg, Meridian, and with the Mississippi Central Railroad for the North and East.

Accommodation Trains leave on Sundays, at 7:00 a. m., going as far as Brookhaven, returning leave Brookhaven at 3:30 a. m. on Mondays, arriving at 10:30 a. m. Excursion Tickets are good for Train of Saturday or Sunday going North, and Trains of Sunday or Monday South.

Passenger train arrives in New Orleans at 1:30 p. m. Freight Train leaves daily (except Sundays) at 6:30 a. m.
T. S. WILLIAMS, General Superintendent.
ED. WARD, General Passenger Agent.
JAMES TORGE, General Freight Agent.
my21 6m

Through Rates of Freight

BETWEEN NEW ORLEANS

New York, Boston, Philadelphia and All Points North and East.

VIA N. O. J. AND GREAT NORTHERN AND MISSISSIPPI CENTRAL RAILROAD, ETC.

ALL RAIL ROUTE,

NO INSURANCE REQUIRED.

Through Bills Lading Signed and Rates Guaranteed.

N.O., J. & G. N. RAILROAD OFFICE, New Orleans, July 1, 1868.

Shippers are informed that we are now transporting freight between New Orleans and New York, Boston, Philadelphia, etc., at very low rates, making a saving to the shipper by this route of from TWENTY to FIFTY PER CENT.

All claims for loss, damage or overcharge will be promptly settled at points of delivery.

For further information apply at the Depot, on Calliope street, or at the Office of the Company, No. 44 Carondelet street

T. S. WILLIAMS, General Superintendent.
JAMES TORGE, General Freight Agent.
jy4 3m

NEW ORLEANS POST OFFICE.

Time of Arrival and Departure of Mails.

Route 8001.—New Orleans to Brashear, leaves daily (except Sunday) at 7 a. m. Arrives daily (except Sunday) by 6 p. m.

Route 8002.—New Orleans to Canton, departure daily Closes at 3 30 p. m. Arrives daily at 5 30 p. m.

Route 8003.—New Orleans to St. Francisville, supplying all the offices opened, departure Monday at 3 p. m. and Friday at 5 a. m. Arrives Monday and Friday mornings.

Route 8004.—New Orleans to Carrollton, via Jefferson City, departure Monday and Thursday at 8 a. m. Arrives Monday and Thursday at 4 p. m.

Route 8005.—New Orleans to Buras Settlement Lower Coast, departure Tuesday and Friday at 8 a. m. Arrives Sunday and Thursday.

Route 8006.—New Orleans to Mobile, departure daily at 5 p. m. Arrives daily by 8 a. m.

Route 8007.—New Orleans to Covington, La., departure Monday and Thursday, at 8 a. m. Arrives Tuesday and Friday by 6 p. m.

Route ——.—New Orleans to Algiers, departure daily at 8 a. m. Arrives daily by 11 a. m.

Route ——.—New Orleans to Vicksburg, supplying all the offices opened to Vicksburg, also Red River and Ouachita parishes. Departure Tuesday and Saturday, at 5 p. m. Arrives on Monday and Friday mornings.

Mails for Lake Coast Tuesdays and Thursdays at 8 a. m., Saturdays at 11 a. m., Pascagoula, Saturdays at 11 a. m.

Mails for Galveston, Houston, Indianola, San Antonio, Brownsville, Brazos Santiago via New Orleans and Opelousas Railroad, close at 6 a. m. on Sunday and Thursday.

Tariff of Postage for Mexico, Cuba, West Indies, etc.

Guadaloupe, Martinique, French and English Guiana, St. Vincent's—18 cents half oz., optional.

Dutch Guiana—14 cents half oz., optional.

Cuba, Mexico, Hayti Porto Rico, St. Thomas, Jamaica, Venezuela, United States of Colombia—10 cents half oz., obligatory.

Bolivia, Chili, Ecuador—34 cents half oz., obligatory.

Office Hours.

Opens at 8 o'clock a. m., closes at 8 p. m. Sundays, office opens at 9 o'clock a. m., closes at 11 a. m. (my23 1f)
Postmaster.

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY,

39 .... Carondelet Street 39
NEW ORLEANS, LA.

SECOND ANNUAL STATEMENT
Year ending 30th April, 1868.

PREMIUMS for the year $336,835 79
LOSSES paid 194,716 66
ASSETS, 30th April, 1868 .... 663,964 15

CASH DIVIDENDS DECLARED, TO STOCKHOLDERS,

In Capital Stock Department, TEN PER CENT.
In Premium Department, FIFTEEN PER CENT.

This Company continues to issue Policies on FIRE, RIVER and MARINE RISKS, at the current rates of Premium.

All dividends of the Company are payable in CASH, without discount.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DUANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES:
Moses Greenwood, Richard Milliken,
J. W. Burbridge, Samuel E. Moore,
W. A. Johnson, Wm H. Henning,
John I. Noble, J. J. Warren,
John Chaffe, Simon Bloch,
Hugh McColl, R. T. Buckner,
Marshall J. Smith, Sam'l Friedlander,
L. Coulfield, H. Frellsen,
Alfred S. Huntington, Wm. Creevy,
L. H. Terry, E. W. Rodd,
J. D. Blair, Joseph Hoy,
Robert Pitkin, Perry Nugent,
S. Gumbel.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 18 Camp street, Corner of Natchez street

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867 .... $301,860 72
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period $217,740 66
Assets on the 31st December, 1867 .... $273,734 66

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premiums.
ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.
J. M. Allen, J. H. Ledwigson, R. E. Converse,
A. Moulton, Wm. Chambers, A. H. May,
B. F. Eshelt, John T. Moore, Robert Hare,
Wm. M. Perkins, J. H. Isenbeck, John G. Rogers.

TREATMENT —OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SYPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

R. GAUSON,
Druggist, from the Paris University.
CORNER GRAVIER AND BURGUNDY STREETS.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. F. Janvier, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry V. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michel Musson, President; Harmon Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Firemen's Insurance Co. of New Orleans—B L Millaudon, President; E N Gauschen, Sec'y.

Germania Insurance Company, No. 130 Gravier street—D. Michel, President; R. Maier, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Alfred Moulton, President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Burnett, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—R. Gonnsheim, President; L. W. Baquie, Secretary.

Louisiana Equitable Life Insurance Co., No 142 Canal street—Joseph Allison, President; W P Harper, Secy.

Union Insurance Company, 18 St. Charles street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, corner Camp and Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Pelican Mutual Insurance Company, No. 72 Camp street—Chas Roman, President; A Tarleton, Secretary

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Lloyd R. Coleman, President; Chas. Engsfeld, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

THE NATIONAL

TELEGRAPH COMPANY.

A new enterprise to be know as the National Telegraph Company has been organized with valuable franchises conferred by a recent act of Congress, for the purpose of establishing Trunk lines of Telegraph on all the principal railroads and mail routes in the United States. The stock is to be based upon the same principle as that of the Merchants' Union Express Company, which recently commenced operations. The design is to interest the entire business community in the enterprise. This is done, not so much to dispose of the stock as it is to secure the business of the country through which the lines pass.

The Capital is to be

$10,000,000

In 100,000 Shares of the par value of

$100 Per Share.

But the actual amount to be paid in Cash is

$35 PER SHARE.

And this amount is to be paid as follows: One per cent at the time of subscribing, and no more, until the entire capital has been subscribed, and then on calls to be made by the Board of Directors; instalments not to exceed five per cent per month. When thirty-five per cent of the par value of the shares has been paid, certificates of stock will be issued. This will give the Company a paid up

Cash Capital of $3,500,000,

Which will be sufficient to duplicate lines to all, or nearly all, the paying points reached by the present monopoly.

The present telegraph Companies of the country have been consolidated into one huge monopoly, and are now earning over six millions of dollars per year, or over one hundred per cent on the actual cost of their lines, their present capital having been watered over one thousand per cent.

The National Telegraph Company have a recognition from the United States Government of the importance of their enterprise, with a grant of the most valuable franchises ever conferred upon a Telegraph Company. No competing line has ever had the right now granted by Congress to this Company to construct and operate lines over every Railroad and Mail Route in the United States. The position of this Company differs from that of any company ever before organized. The question of the right way is forever settled.

The Stockholders of this Company cannot be sold out or transferred to any other Company. The act of Congress under which this Company has been organized, prohibits any transfer of the franchise granted.

CALLS---HOW TO BE MADE.

One per cent of the Stock will be required on subscribing, and subsequent calls, not to exceed five per cent per month, will be made by the Board of Directors, from time to time, as may be necessary, any supply funds to construct and equip the lines; but no calls will be made after the one per cent is paid until the entire Capital Stock shall have been subscribed.

ACTUAL CAPITAL REQUIRED.

The Company confidently believe that thirty-five per cent of the Capital Stock will construct and fully equip

25,000 Miles Of Wire,

Which will connect all the commercial centres and important places in the United States. This opinion rests upon the most reliable estimates and responsible offers to construct and equip the lines.

The National Telegraph Company is organized under the laws of the State of New York and franchise conferred by an act of Congress, approved July 24, 1866:

President—GEORGE B. SENTER, of Cleveland, Ohio.

Vice President—ROBERT SQUIRES, of New York City.

Secretary—GEORGE B. WALTER, of New York City.

COMPANY'S OFFICE,

Nos. 64 and 66 Broadway, New York.

A limited amount of the Capital Stock of this Company is allotted to this locality, and those having an opportunity, and subscribing, will be placed upon equal terms with its corporators, and will secure the interest in all franchises which have accrued or may hereafter accrue to the Company from any and all sources.

Subscriptions will be received by

DANIEL EDWARDS,

Resident Director for the States of Alabama, Mississippi, Texas and Louisiana,
28, 30 and 32 New Levee street,
New Orleans, La.

—or—

D. WEBSTER,

At the office of R. G. Dun & Co.,
No. 70 Canal street.

Parties subscribing to the Stock will communicate the same by letter to the Resident Director, DANIEL EDWARDS, of this city, at the time of subscribing.
sep6—3m cod.

Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

FOURTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following

STATEMENT:

Premiums received during the year ending 31st May, 1868, including unearned premiums of the previous year:
On Fire Risks .... $ 819,604 63
On Marine Risks 269,734 17
On River Risks 61,843 62
Total Premiums $1,151,882 22
Less Premiums Unearned 31st May, 1868 .... $238,947 00
Return Premiums .... 20,471 67 — $ 259,318 67
Net Earned Premiums 31st May, 1868 .... $ 891,644 15
Losses paid :
On Fire Risks $371,236 87
On Marine Risks 179,949 30
On River Risks 44,889 55
— $601,066 91
Taxes 29,812 61
Reinsurance, Expenses, Profit and Loss, less interest .... 105,302 04 — 624,314 55
Net Profit .... $ 277,330 00

The Company have the following assets:
Real Estate .... $ 160,817 67
Notes Secured by Mortgage 678,907 35
Notes Secured by Pledge 86,147 32
Cash on hand 129,675 34
Premiums in course of Collection 98,768 6
City Bonds 35,000 00
Bank and Railroad Stocks 164,250 00
Bills Receivable 137,154 79
Scrips of Mutual Insurance Companies 49,805 00
Stock of Vallette Dry Dock Company 15,000 00
" Levee Steam Cotton Press 5,600 00
" Marine Dry Dock 3,700 00
" Merchants Exchange 1,000 00
" Lightering and Wrecking Co 1,000 00
" Louisiana Equitable Life Ins. Co 200 00
State Bonds 1,500 00
Total $1,666,414 16
Less:
Unclaimed interest and interest payable in July next on all outstanding Scrips of the Company $101,365 15
Thirty-five per cent. of Scrip issue of 1859, payable in July 70,675 75
Unearned Premiums 31st May, 1868 .... 238,947 00 — $ 410,788 [illegible]
— $1,687,645 [illegible]

The above Statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 9th day of June, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 9th day of June, 1868, it was resolved to declare a Scrip Dividend of THIRTY PER CENT. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th May, 1868, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY-FIVE PER CENT. ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

DIRECTORS:
John Pemberton, P. Maspero, David McCoard,
M. Puig, L. F. Generes, Pierre Poutz
Chas. Sagory, John Morgan Hall, S. E. Rolf,
P. S. Wiltz, J. J. Fernandez.

AN ACT

To Create a Board of Registration to Superintend the Registration of the Qualified Electors of this State.

Sec. 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana in General Assembly convened*, That the Governor, by and with the advice and consent of the Senate, shall immediately after this act becomes a law appoint a Board, consisting of a chairman and two other members, who shall constitute and be known as a Board of Registration, whose duty shall be to cause to be registered every qualified elector in the State, in accordance with the provisions of the constitution thereof, and said Board shall hold its meetings and have its place of business in the city of New Orleans, and the term of office of said Board shall expire on the fifteenth day of December, 1868.

Sec. 2. *Be it further enacted*, etc., That said Board of Registration is hereby required to appoint a necessary number of supervisors of registration, not exceeding three in each parish, except the parish of Orleans, wherein said Board shall appoint a number not exceeding three in each municipal district in the city of New Orleans, and not exceeding three for the right bank, whose term of office shall commence on the tenth day of September, 1868, or as soon thereafter as they may receive their appointment, and expire on the tenth day of November, 1868; that the registrars shall each receive eight dollars per day for time they are actually employed, and the supervisors shall receive five dollars per day, and the supervisors shall also be reimbursed for all necessary actual travelling expenses incurred upon producing sub-vouchers and making affidavit that the expenses were incurred and were actually necessary for the performance of their duty. All accounts of the supervisors shall be forwarded to the Board of Registration for examination, and if found correct, shall be approved by the chairman of the Board before payment. The said Supervisors shall, before entering upon the discharge of their duties, take and subscribe the constitutional oath, and shall transmit a copy of the same to the Board of Registration.

Sec. 3. *Be it further enacted, etc*, That the Registrars shall each give bond with good and solvent security in the sum of one thousand dollars, for the faithful performance of the duties of their office, to be approved by the Governor and filed in the office of the Secretary of State.

Sec. 4. *Be it further enacted, etc*. That the Supervisors of each parish shall keep their office, except in the parish of Orleans at the courthouse of the parish, and may establish such place for the registration of voters other than the courthouse, not exceeding three in number, as may be necessary to enable electors to register with as little inconvenience as possible; and in all cases publication of the offices of registration, as selected by the Registrars and Supervisors, shall be made for thirty days in the official journal. In the parish of Orleans the Board of Registration will establish offices in such districts at such places as will facilitate the registering of voters as far as possible.

Sec. 5. *Be it further enacted, etc*, That said Board of Registration, or the Supervisors so appointed by them as aforesaid, for each parish, shall require every person, before he is registered as a voter, to take and subscribe any of the following affidavits as the case may be required, and any member of said Board of Registration or any Supervisor is hereby authorized to administer said oaths:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I am twenty one years of age, was born (or naturalized, as the case may be,) in the United States, and am subject to the jurisdiction thereof, and have been a resident of the State of Louisiana since the —— day of ——, and a resident of this parish since the —— day of ——, and that I am not disfranchised for any of the causes stated in the first paragraph of article ninety nine of the Constitution of this State.

And I do further solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that I did not hold any office, civil or military, for one year or more, under the organization styled "the Confederate States of America;" that I never registered myself as an enemy of the United States, that I never acted as leader of guerrilla bands during the late rebellion, that I never, in the advocacy of treason, wrote or published newspaper articles or preached sermons during the late rebellion; that I never voted for and signed an ordinance of secession in any State

The last paragraph of the above affidavit shall be dispensed with, where the person applying for registration shall produce and exhibit to the Registrar or Supervisor the certificate of the Secretary of State, showing that he has relieved himself from the disability contained in the clauses of said affidavit, by voluntarily writing and signing a certificate setting forth that he acknowledges the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that he regrets any aid and comfort he may have given it, and showing that such certificate has been filed in the office of the Secretary of State and been published in the official journal, as is required by article ninety nine of the Constitution, and the act of this General Assembly prescribing the requisite forms of such certificate, and the registry and publication thereof, and if the party applying for registration has lost or mislaid such certificate of the Secretary of State, he shall be required to take and subscribe, in lieu thereof, the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I have voluntarily written and signed a certificate setting forth that I acknowledge the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that I regret any aid and comfort I may have given it, and that I have caused such certificate to be filed in the office of the Secretary of State, and that it has been published in the official journal, according to the requirements of article ninety nine of the Constitution, and according to the forms required by the General Assembly, and that I have either lost or mislaid the certificate of the Secretary of State showing the above facts

That taking and subscribing the affidavits required by the preceding part of this section shall not prevent the Registrars or Supervisors from receiving other evidence showing that the party applying for registration is not entitled to register, and they shall have a right to examine under oath, to be administered by themselves or other competent authority, any witness to prove any fact pertinent to the right of any one to register, and shall decide from the evidence whether the party so applying is entitled to register

Subject to appeal to the Board of Registration, which Board shall have power to hear and determine such appeals

That if any person applying to register claims to be relieved from the disabilities contained in the second clause of the aforesaid affidavit under the proviso to article ninety-nine of the Constitution, he shall be required to take and subscribe the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that prior to the first of January, eighteen hundred and sixty eight, I favored the execution of the laws of the United States popularly known as the Reconstruction Acts of Congress, and openly and actively assisted the loyal men of the State in their efforts to restore Louisiana to her position in the Union

Any person who shall swear falsely to any of the foregoing affidavits, or any clause thereof, shall be deemed guilty of perjury, and on conviction thereof, shall be punished as prescribed by law.

Sec. 6 *Be it further enacted, etc*, That it shall be the duty of the supervisors to record in a good, substantial book, prepared for the purpose, the names of all duly qualified voters residing in their respective districts, that the following particulars shall be recorded, and in the following order: Date of registry, number, name, residence, ward or precinct, length of residence in the parish and State, whether native born or naturalized, with the signature or mark of the voter, and in the event of the voter making his mark, the Registrar shall attest the same, and the Board of Registration shall cause to be made a duplicate copy of said registration, which shall be deposited in complete condition, before the expiration of their term of office, in the office of the Clerk of Court in each parish, except the parish of Orleans, and the original registration book shall be deposited as soon as said registration is completed in the office of the Secretary of State.

Sec. 7. *Be it further enacted, etc*, That every naturalized citizen shall be required to produce a certificate of his naturalization from the court in which he was naturalized, and in the event of his having been naturalized in any court of this State, and he has lost his certificate, it shall be the duty of the clerk of said court to furnish to such citizen, free of cost, within one week, a duly certified copy of his naturalization, and the clerk of any court so refusing shall be liable to a fine of not less than twenty five nor more than one hundred dollars, recoverable before any court of competent jurisdiction

Sec. 8 *Be it further enacted, etc*, That should the applicant for registry have been born without the limits of the United States, and afterwards became a citizen thereof, other than by naturalization in the Courts, then he shall make affidavit, and set forth the circumstances whereby he became a citizen, such as the naturalization of his father, or by his residence in any State or Territory when the same was acquired by or ceded to the United States, or any other manner whereby, under the laws of the United States, he would become a citizen thereof—*Provided*, That affidavits authorized to be made by this act, may be sworn to before the Supervisors, but in no case, or under any circumstances, shall the Supervisors make any charge, or demand any fee, under penalty of removal from office.

Sec 9 *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors shall issue to every citizen, at the time he is registered, a certificate exactly corresponding in number, name, residence, etc, with the original registry, and the presentation of such certificate to the Commissioners of Election shall be full proof of the facts therein contained, and of the elector's right to vote at the date of granting of such certificate.

Sec. 10. *Be it further enacted, etc*, That it shall be the duty of all Supervisors to issue to any registered voter, a duplicate certificate upon his making affidavit that the original has been lost or destroyed, said affidavit to be made on the back of the duplicate so issued.

Sec. 11. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors shall each keep an index book in which shall be entered alphabetically the names of all registered voters, with the number of their certificate; and also a similar index book to the names of all persons refused registration, with a proper reference to the folio or number of the same

Sec 12 *Be it further enacted, etc.*, That on or before the fifteenth of December, 1868, that said Board of Registration shall prepare and submit a full and complete report of the cost and of expenses of said registration, number of votes registering in each parish, and any information that they may deem proper at the next meeting of the General Assembly.

Sec 13 *Be it further enacted, etc.*, That the said Board of Registration, on the expiration of their term of office, shall deposit in the office of the Secretary of State all books and records pertaining to the said Registrars

Sec 14. *Be it further enacted, etc*, That the expenses authorized to be incurred by this act shall be paid out of the Treasury of the State, upon proper vouchers, duly certified to and approved by the Board of Registration.

Sec. 15 *Be it further enacted, etc*, That the registration of the voters of this State shall be closed nine days before the first Tuesday after the first Monday of November, A. D 1868 and it shall be the duty of the Supervisors of Registration in every parish in this State to make out and furnish certified copies of the registered voters in each election precinct and polling place of each parish to the Commissioners of Election in each precinct or polling place, to be used at the election or elections to be held in November, A. D 1868, if any such are ordered held, and at any subsequent election until otherwise provided for, and failure of the Supervisors to furnish such copies of registered voters, shall subject each of such delinquent Supervisors to a fine of not less than one hundred or more than five hundred dollars, to be recovered for the use of the parish in which the failure to perform the duty occurred, to be sued for in the name of the parish; and it shall be the duty of the District Attorney *pro tempore* of such parish to institute suit whenever any such delinquency shall be brought to his knowledge by any member of the Police Jury or Commissioners of the Election, who ought to have been furnished with the copies aforesaid, or is known to himself, or that he has reasonable cause to believe from other evidence to be true.

Sec. 16. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors of Registration in each parish of this State shall divide the same into as many precincts, not to exceed the number now established by law, as to them may seem advisable, and direct what number of polls or voting places shall be established in each precinct, and to fix the places of holding thereof, and to appoint Commissioners for each poll or voting precinct.

Sec 17 *Be it further enacted, etc.* That the Governor of the State shall, previous to any general election appoint in each parish of the State one Supervisor of Registration, to whom the Clerk of the Court shall deliver the books of registration delivered to him by the last Supervisors of Registration, and he shall receive the same and strike from them the names of the voters who have died or left the parish, or become ineligible for any legal cause, and to add thereto the names of all those who have removed into the parish since the last registration, or who were not then registered, and those who have since come of age, and generally to perfect the registration of the parish, and they shall close such registration nine days before the said general election and furnish to the Commissioners of Election of each voting place or poll copies of the registered voters of their precinct, and within ten days after such general election such Registrars shall redeliver to the Clerks of the Courts the books of registration, with all the additions and amendments made thereto, as herein provided.

Sec 18 *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of the Supervisors of Election in every parish of this State, (except the parish of Orleans) to appoint one or more suitable persons to attend at each voting poll, whose duty it shall be to convey the box to receive the votes to the place of holding the election, and to deliver the same to the Commissioners of Election, and to attend the Commissioners of Election during the whole time of holding the election, and to obey all legal orders of such Commissioners, in keeping order at or near the polls, suppressing riots, or disorders of any kind, and to make all such arrests as may be ordered by the said Commissioners Any person who may resist or oppose such persons in the discharge of their said duties, upon conviction thereof, shall be punished, as is prescribed for resisting an officer

Sec 19 *Be it further enacted, etc*, That all acts and parts of acts heretofore passed touching the registration of voters be and the same are hereby repealed.

Sec 20 *Be it further enacted, etc*, That this act shall take effect from and after its passage.
(Signed) CHAS. W LOWELL,
Speaker of the House of Representatives.
(Signed) OSCAR J DUNN,
Lieutenant Governor and President of the Senate
Approved September 7, 1868
(Signed) H C. WARMOTH,
Governor of the State of Louisiana.
A true copy:
GEO E BOVEE,
Secretary of State.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867.

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866 .... $301,860 [illegible]
Premiums on Marine Risks .... $ 62,000 34
Premiums on River Risks 107,239 38
Premiums on Fire Risks 172,387 48
— $341,626 [illegible]
Less Return Premiums .... 1,399 [illegible]
Less Premiums on Risks not terminated in 1867 .... 39,851 00
— 41,250 [illegible]
Net earned Premiums year December 31, 1867 .... $300,376 [illegible]
Losses paid during same period:
On Marine Risks 36,600 76
On River Risks 100,826 94
On Fire Risks 28,237 46
— 165 665 16
Re-Insurance 12,367 3
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest 39,708 31
— $217,740 [illegible]
Remaining .... 82,636 [illegible]
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip .... 57,631 [illegible]
Reserved for Unadjusted Losses .... 5,607 [illegible]

The Company have the following assets:
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each .... 347,000 [illegible]
20 Bonds State of Louisiana of $1,000 each .... [illegible]
36 Bonds State of Louisiana of $500 each .... [illegible]
60 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each .... [illegible]
10 U. S. 5-20 Bonds of — $500 each .... [illegible]
5 shares Vallette Dry Dock Company—$100 each .... 5,000 [illegible]
600 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30 .... 24,000 00
[illegible] shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $30 .... 22,500 00
540 shares Canal Bank—$50 each, valued at $40 .... 22,200 00
[illegible] shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $30 .... 22,800 00
[illegible] shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15 .... 1,875 00
[illegible] shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15 .... 1,500 00
— $137,125 [illegible]
Cash on hand .... 31,685 [illegible]
Real Estate No. 73 Camp street .... 30,000 [illegible]
Loans on Pledges .... 62,415 [illegible]
Bills Receivable 12,746 00
Less Bad and Doubtful 6,444 14
— 6,301 [illegible]
Outstanding accounts in course of Collection .... 70,468 [illegible]
Less Bad and Doubtful .... 10,211 [illegible]
— 59,944 [illegible]
Scrips of other Insurance Companies .... 5,444 [illegible]
Total Assets .... $373,734 [illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company
ALFRED MOULTON, President
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS CITY OF NEW ORLEANS.
Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.
PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.
ALFRED MOULTON, President.
WM. M PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES:
R. E. Converse, B. F. Ethell,
Robert Hare, Jos. H. Isenbeck,
Jos. Hoy, J. H Ledwigson,
Alfred Moulton, A. H. May,
J. M. Allen, Jno. T. Moore,
Jno. G. Rogers, W. M. Perkins.

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE Co., New Orleans, 22d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz:
On Fire Risks $165,471 82
On Marine Risks 65,920 94
On River Risks 86,402 24
— $317,604 71
Add unterminated risks, or 1866 .... 65,865 00
— $384,669 [illegible]
Deduct unterminated risks for 1867 .... 60,418 00
Return premiums for 1867 .... 2,596 94
— $ 63,014 [illegible]
Net earned premiums 31st Dec., 1867 .... $321,375 [illegible]
Losses paid during same period, viz:
On Fire Risks $32,051 12
On Marine Risks 39,641 76
On River Risks 96,022 94
— 168,715 82
Add reinsurance 2,507 75
[illegible] on Prem 65,465 67
— 20,974 62
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, less discount and interest 71,610 31
Reserved for payment of interest on scrips due in 1868 .... 35,213 19
— $294,513 [illegible]
Net profits .... $ 27,161 [illegible]

The Company have the following Assets, viz:
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c .... $167,200 [illegible]
One hundred and twenty-four N O. J. and G N R R City Bonds, valued ... 70c .... 86,800 [illegible]
One hundred and two N. O., O. and G. W. R R City Bonds valued at 70c 71,400 00
Twenty five Pontchartrain R. R. City Bonds valued at 70c 17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c .... 2,00 [illegible]
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c .... 3,000 [illegible]
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c .... 4,500 [illegible]
Bank and Gas Stocks, etc .... 103,455 [illegible]
Loans on Pledge .... 26,100 [illegible]
Loans on Mortgage .... 23,600 [illegible]
Bills Receivable .... 11,306 [illegible]
Premiums due in course of collection .... 67,183 [illegible]
Scrips of other insurance companies .... 12,680 [illegible]
Uncurrent funds .... 4,000 [illegible]
Coupons on City Bonds due, not collected .... 13,500 [illegible]
Cash on hand 94,974 41
— $767,760 51

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.
PARISH CHILDRESS,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.
THOMAS SLOO, President,
JOHN G GAINES, Vice President,
THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS.
Jno. G. Gaines, E. J. Hart,
Henry Renshaw, Jno. C. Richs,
H T Lonsdale, J. H. Stauffer,
S. Biscoe, J. B. Brau,
J. G. Barelli, Thos. Sloo,
Theo. A. James.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works and every description of Machinery for the South.
sep21 1y LEEDS & CO.

N. O. Mutual Insurance Company,

EIGHTH ANNUAL STATEMENT

Premiums during the year ending 31st December 1867.
On Fire Risks $319,206 16
On Marine Risks 69,409 44
On River Risks 22,769 81
Total Premiums $411,386 41
Less Premiums unearned 31st December, 1867 .... $115,862 00
Return Premiums .... 4,115 41 — $119,977 41
Net earned Premiums .... $291,409 [illegible]
Losses :—
On Fire Risks .... $ 89,790 62
On Marine Risks 61,683 15
On River Risks 19,089 44
— $169,466 [illegible]
Taxes 11,305 86
Reinsurance 3,374 31
Expenses, less interest account 10,186 60
Interest on Scrips 39,164 00
— $194,070 [illegible]
Profit .... $ 97,449 16
The Company have the following assets:
Bills receivable for Premiums .... $ 6,784 81
Notes secured by pledge and mortgage 219,397 00
Due for premiums in course of collection .... 69,329 [illegible]
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks, City Bonds, etc 196,348 44
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies 26,128 00
Cash on hand 93,777 88
— $651,632 94
Less: Depreciation on the above .... 92,660 [illegible]
Net .... $558,972 [illegible]
Less: Unclaimed interest on Scrips .... $ 7,030 75
Interest payable on outstanding Scrips .... 39,889 00 — 34,897 [illegible]
— $566,584 [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
J. TUYES, President,
J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans,
Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned premiums for the year ending 31st December 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS:—
George Urquhart, Chas. Lafitte,
A. Rochereau, J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock, A. Schriber,
T. S. Blanchard, John Gauche,
Wm. Stevens, W. T. Williams,
J. A. White, J. Tuyes.
Office—111 Canal street

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement.
Total Premiums for the year ending 29th February, 1868 .... $546,888 [illegible]
Viz—Fire Premiums $288 272 87
Marine Premiums 129,136 79
River Premiums .... 129,607 15 — $546,888 62
Less Return Premiums .... $ 4,869 75
Less Unearned Premiums .... 40,145 00 — $ 45,014 75
Net Earned Premiums $502,012 87
Losses Paid:
Fire Losses .... $ 62,897 26
Marine Losses 164,673 79
River Losses 94,890 00
— $342,462 14
Discount in lieu of Scrip 54,368 00
Taxes and Internal Revenue 24,741 38
Expenses, Rent, etc., less Discount Account 28,316 09
Six per cent. interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868 .... 37,777 00
— $491,310 [illegible]
Reserved for Unadjusted Losses .... $ 11,277 00

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after ample allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $820,000, viz:
Invested in Real Estate .... $ 66,839 12
Invested in Mortgages on Real Estate 79,019 00
Invested in City and other Bonds 93,320 00
Invested in Bank and other Stocks 182,000 00
Invested in Scrip of Insurance Companies 16,200 00
Loaned on Pledges 55,000 00
Bills Receivable 49,000 00
Premiums in course of Collection 27,382 71
Cash on hand 111,513
— $757,862 [illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans,
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.
CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES:
Charles Briggs, A. R. Montgomery,
Ant. Carriere, A. Lacourt,
Geo. A. Fosdick, Frank Williams,
R. Brugier, Thomas Byrne,
Chas. Lafitte, John Thornhill,
John S. Mannsell, W. A. Violett,
P. Anderson, Hugh Macdonald,
Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs, John S. Wallis,
Geo. W. Dunbar, George Foster,
S. F. Stockmeyer, Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson, L. S. Fosdick,
Arch'd Montgomery, John Minor, Jr.,
Henry J. Voss, R. Piaggio,
R. Marquese, James Gallier,
Chas. Welchans, Rudolph Sieg,
S. F. Given.

NINETEENTH ANNUAL STATEMENT —OF THE—

Crescent Mutual Insurance Company.

New Orleans, May 22, 1868.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April, 1868:
Fire Premiums for year $250,122 32
Marine Premiums for year 84,082 60
River Premiums for year 177,561 66
— $397,770 [illegible]
Total net earned Premiums .... $447,686 [illegible]
Fire losses paid and estimated $99,300 00
Marine 87,974 06
River 85,572 47
Paid Taxes .... 26,019 [illegible]
Paid Reinsurance and discount in lieu of scrip 65,108 00
Paid interest, return premiums, general expenses, less discount, etc 97,049 00
— $450,012 [illegible]
Net Profits .... $51,596 [illegible]

The Company have the following Assets:
Bills Receivable .... $ 37 404 35
Loans on Bonds and Mortgage .... 69,943 [illegible] — $106,337 [illegible]
Cash on hand $104,377 24
Loans on pledge of stocks on time .... 62,400 00 — $167,277 24
Loans on pledge of stocks on time .... $ 11,500 00
Real Estate 76,000 00
Scrip of other companies and scrip account .... 44,002 00 — $131,372 [illegible]
Consolidated City Bonds .... $ 30,000 00
City Bonds 25,300 00
Bank and other stocks .... 135,257 17 — $328,557 [illegible]
Coupons for City Bonds past due .... $4,000 [illegible]
Due for premiums in course of collection .... 41,600 [illegible]
— $779,214 [illegible]

The Company have also—
Suspended Notes, Stocks and Bonds .... $488,386 [illegible]
Forfeited scrip account .... 7,000 [illegible]
Interest uncalled for $7,890 35

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
THOS. A. ADAMS, President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 25th day of May, 1868.
PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in June next. The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of THIRTY-THREE AND ONE-THIRD per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1868, for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next, free of Government tax.
THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

DIRECTORS.
John Watts, C. T. Buddecke,
Samuel S. Newman, P. H. Foley,
Wm Edwards, A. G. Ober,
P. Simms, A. Thompson,
John Phelps.

Dr. C. Blancke,

416 & 418.... St. Charles St.... 416 & 418

GREAT REVOLUTION IN DENTISTRY.

ALUMINIUM ! ALUMINIUM

THE LATEST DISCOVERY OF THE AGE!

GREAT SUCCESS !

DR. C. BLANCKE begs leave to inform his friends and the public generally that he will furnish Artificial Teeth, set in this newly discovered metal, executed in the most skillful and elaborate manner. The Aluminium Sets are far superior to those in Gold or Silver for comfort and durability, being much lighter, cheaper, and not susceptible of being tarnished by acids.

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST,

NO. 196 CANAL STREET, BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

He continues to perform all operations in Dental Surgery in the most [illegible] manner. Consultations in French Spanish and English.

JACOB OTT Carpenter

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 26 Tivoli Circle, or at J. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, Publishers.

Office, No. 73 Chartres street.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$13	$20	$25	$40	$70
Two	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Three	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Four	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Five	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Six	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Seven	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eight	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Nine	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ten	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eleven	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Twelve	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fourteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fifteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirty	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings Subscription, $4 per annum, in advance. Single copies ten cents

RATES OF ADVERTISING.

Squares	1 mo.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$5 net	$8 net	$10 net	$[illegible] net	$[illegible] net
Two	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Three	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Four	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Five	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ten	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fifteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirty	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

PLATFORM OF THE Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again"]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government; the reduction of the standing army and navy; the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good; the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad; the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction — [Applause]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union and the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy

It has nullified there the right of trial by jury.

It has abolished the writ of *habeas corpus*, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded anything known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States

That we regard the reconstruction acts (so called) of Congress as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people; and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren

REEVES' AMBROSIA FOR THE HAIR

Improved !

It is an elegant Dressing for the Hair.

It causes the Hair to Curl beautifully

It keeps the Scalp Clean and Healthy

It invigorates the Roots of the Hair.

It forces the Hair and Beard to grow luxuriantly.

It immediately stops Hair Falling Out

It keeps the Hair from Changing Color from Age.

It restores Gray Hair to its Original Color.

It brings out Hair on heads that have been bald for years.

It is composed entirely of simple and purely vegetable substances.

It has received over six thousand voluntary testimonials of its excellence, many of which are from physicians in high standing.

It is put up in half-pound bottles (the same blown in the glass), by Druggists and Dealers in Fancy Goods everywhere, at One Dollar per Bottle. Wholesale by Demas Barnes & Co.; F. C. Wells & Co.; Schieffelin & Co.,
mh11 6 1y New York